Deux grèves de la faim sont
en cours en ce moment, l'une
à Lyon depuis le 2 avril, l'autre
à Massy (en région parisienne)
depuis le 22 avril. Toutes deux
ont la même cible : s'opposer
aux expulsions d'immigrés dont
le pouvoir giscardien a, ces der-
niers rrçois, étendu la pratique
avec une brutalité et un arbitrai-
re accrus. Quartiers ou foyers
immigrés bouclés par de consi-
dérables forces policières et ra-
fles massives, contrôles de police
multipliés, dans le métro (à Pa-
ris) mais aussi dans la rue, dans
les cafés : c'est, entre autres, cela
la politique d'immigration du pa-
tronat et de son gouvernement
actuel ; c'est cette politique
qu'ont préparée les lois et circu-
laires ministérielles anti-immigrés
mises en place durant le septen-
nat de Giscard. C'est cela que le
patronat comme Giscard envisa-
gent d'amplifier encore dans les
mois à venir.

Le cas de Massy le montre
bien : cela n'a nullement pour

GREVES DE LA FAIM CONTRE LES EXPULSIONS
but de combattre les trafiquants
d'hommes, profiteurs de la mi-
sère du Tiers Monde, florissant
particulièrement depuis l'arrêt
giscardien de l'immigration. Les
bases d'un tel trafic et de la sur-
exploitation dont les immigrés
clandestins sont les doubles vic-
times seraient largement sapées
si les sans papiers étaient régula-
risés et si les immigrés avaient
des droits de par la loi (et à
condition qu'elle soit appliquée)
égaux à ceux des travailleurs
français. De quel rapport pour-
rait être en effet le trafic, si les
hommes qui en sont victimes,
au lieu d'être pourchassés, pou-
vaient vivre non clandestinement
et si les trafiquants au contraire

Massy

«Ce n'était plus possible»
Il a 20 ans; ¡1 est l'aîné d'une
famille de 8 enfants, là-bas
en Tunisie. Il travaille en France
depuis 2 ans. Il fait la grève de la
faim à l'église Saint Paul de Mas-
sy, en banlieue sud de Paris, de-
puis le mercredi 22 avril, pour
obtenir la carte de séjour.
Son voisin a 20 ans comme
lui; ils sont 10 aussi dans la fa-
mille; le père est en France de-
puis 18 ans et travaille à la mai-
rie de Massy: il est malade en ce
moment. L'un des frères, lui aus-
si en France, est ici dans cette
église, lui aussi en grève de la
faim, pour la carte de séjour,
pour la liberté; pour pouvoir vi-
vre sans raser les murs, sans se
cacher au moindre uniforme
aperçu à l'horizon, sans rester en
fait enfermé la plupart du temps
(en dehors du boulot) au foyer:
le seul, le dernier asile...

Un autre, parmi les 19 qui
sont là, sur leurs lits de camp,
travaillait en intérim, non décla-
ré! Il a eu un accident et a dû
tout payer de sa poche...
Tous sont en France depuis
deux à cinq ans; tous travail-
laient; tous sont de jeunes tuni-
siens, venus plus ou moins de la
même région de leur pays, se re-
trouvant plus ou moins dans cet-
te même banlieue: Massy, Long-
jumeau...

Ils ne pouvaient plus vivre
comme ça, clandestinement. La
mairie avait fait des démarches
pour qu'eux, et d'autres, soient
régularisés. Sans succès. Et les

choses empiraient depuis quel-
ques mois.
Depuis que le pouvoir a dé-
clanché son «attaque contre l'im-
migration clandestine» : tradui-
sez amplifier la pratique des ex-
pulsions de travailleurs immigrés
en situation irrégulière, au gré
des demandes administratives ou
autres.

Expulsions de travailleurs im-
migrés bien sûr, et non pas lutte
contre les individus qui font leur
fortune dans ce trafic d'hommes,
d'autant plus florissant que l'im-
périalisme sème dans le tiers
monde misère et famine;dans le
trafic de papiers (cartes de sé-
jour, de travail) qui va de pair,
d'autant plus juteux que sont
plus traqués les irréguliers, les
sans-papiers.

Expulsions d'immigrés et pas
non plus bien sûr lutte contre
les patrons, qui profitent de ces
hommes exploitables à merci,
directement ou au travers de
boites d'intérim, ou d'ateliers
clandestins comme l'avait ré-
vélé la lutte des sans-papiers
du Sentier.

Non, le pouvoir s'en prend
aux victimes... Son attaque con-
tre l'immigration clandestine, ce
sont des rafles, à Lyon, à Mar-
seille, à Orléans... A Massy,
c'était le 3 février dernier, au
foyer de la rue Ampère, où ces
jeunes tunisiens logeaient, une
rafle faite à la demande de la
Sonacotra (*). Ce jour-là, à
5 heures du matin, quatre com-

(et ceux qui profitent du trafic)
étaient eux pourchassés? Et ce
trafic trouverait il des débouchés
si les clandestins ne l'étaient plus
et si les droits et salaires des im-
migrés étaient les mêmes que
ceux des Français?
Mais la politique giscardienne
est justement à l'opposé... Gis-
card fait pourchasser les sans-pa-
piers : ce fut le cas à Massy.
Comme l'an dernier pour les
sans-papiers des sordides ateliers
du Sentier à Paris, comme - au-
tour de l'année 75 pour les
Tunisiens, les Mauriciens, les
Pakistanais, les jeunes tunisiens
de Massy sont acculés à la grève
de la faim.

Le problème soulevé par la

grève de la faim de Lyo n est
autre, et tout aussi révélateur des
intentions et pratiques giscar-
diennes. Il s'agit de ceux que l'on
appelle « la deuxième génération »,
les jeunes immigrés nés en Fran-
ce ou venus dans leur première
enfance avec leurs parents ou re-
joindre leur père travaillant de-
puis longtemps en France. Ceux-
là aussi, le pouvoir les fait expul-
ser, sous prétexte de délit ayant
donné lieu à condamnation (la
peine étant parfois purgée depuis
longtemps), ou simplement com-
me sanction, totalement arbitrai-
re et décrétée par la police, d'un
délit supposé : c'est l'application
de la loi Bonnet qui donne toute
latitude à l'appareil policier

d'expulser pour ce qu'il estime
être un «trouble à l'ordre pu-
blic». Et même, dans les rafles
devenues courantes, dans le si-
lence des commissariats, il n'est
sans doute pas besoin de motif
à l'arbitraire policier. C'est pour
que cela soit interdit par la loi
que luttent les trois grévistes de
la faim de Lyon; pour que ces
jeunes puissent choisir s'ils veu-
lent ou non rester en France;
pour que pouvoir et patronat ne
puissent ainsi se débarrasser
d'une partie de la jeunesse popu-
laire, cette jeunesse à qui il n'a
que chômage et répression à
offrir.

Les aspects de la politique gis-
cardienne auxquels s'opposent
ces deux grèves de la faim sont
sans doute parmi les traductions
les plus fortes de ce qui s'appelle
«faire payer la crise aux travail-
leurs». C'est pourquoi ces luttes
sont très importantes, concernent
tous les travailleurs, et doivent
concentrer le plus large soutien.

pagnies de CRS et 40 policiers,
sous les ordres de 5 commissaires,
investissaient le foyer et embar-
quaient 68 résidents. Trois
étaient expulsés sur le champ.
Prétexte: trafic de faux papiers!
Sans preuves et pour cause : ils
étaient en fait, comme les au-
tres, de simples travailleurs, par-
lant bien mal le français, ayant
eux-mêmes bien du mal à se dé-
brouiller dans le métro ou ail-
leurs, et bien incapables de pren-
dre en mains un trafic pareil!

Depuis, les 65 autres, qui
n'avaient pas de papiers, sont
menacés d'expulsion d'un jour à
l'autre.
Depuis, ce n'était plus possi-
ble...
Le maire socialiste de Massy,
Germon, et le Conseil munici-
pal, la conseillère générale de
l'Essonne, Marie-Noëlle Liene-
man, ont à nouveau fait des dé-
marches; le préfet avait pris des
engagements.

Depuis, rien... Ce n'était plus
possible.
Les grévistes de la faim, ap-
puyés par leurs compatriotes,
ont, outre leur action, d'autres
instruments pour leur lutte :
- un «Comité de négociations»
comprenant 11 personnes (le
maire, la conseillère générale, un
représentant de l'UD CFDT, de
l'UD FO, de la Ligue des Droits
de l'Homme, d'autres personna-
lités et élus...) pour les démar-
ches auprès des autorités. Des
demandes d'audience ont été en-
voyées au préfet, au ministre de
l'Intérieur, au ministre du Tra-
vail.

- un Collectif de soutien com-
prenant 18 organisations politi-
ques, syndicales, humanitaires,
pour la popularisation et le sou-
tien de masse, ainsi que pour le
soutien matériel (auquel la mai-
rie prend une large part).On peut
envoyer le soutien financier à
Annie-Laure Delacroix, CCP

3549439B La Source. On peut
aussi (et surtout) aller les voir,
participer aux gardes de nuit
Il y a beaucoup à faire.
La lutte est également soute-
nue par l'UL CGT de Massy.
Une pétition a été rédigée;
une manifestation est prévue le
6 mai, à 17H, à Massy.
Il faut obtenir leur régularisa-
tion ; il leur la carte de séjour. La
régularisation des travailleurs
sans papiers, c'est la meilleure ar-
me contre le trafic d'hommes,
l'exportation éhontée dont ils
sont victimes, cette forme sup-
plémentaire de pillage du tiers
monde.

(*) L'intervention policière con-
tre le foyer Sonacotra de la rue Am-
père à Massy est elle un hasard? Ce
foyer a un passé: ses résidents ont
participe pleinement à la lutte des
foyers Sonacotra, qui s'est achevée
pour le foyer Ampère, par un accord,
fan dernier. Les résidents sont à nou-
veau en lutte contre une très forte
hausse des loyers que veut imposer
la Sonacotra.

Soutien large

pour ceux de Lyon
Samedi 25 avril, le Collec-
tif parisien de solidarité avec les
jeunes immigrés et les grévistes
de la faim de Lyon appelait à
une journée nationale de jeûne.
56 personnes ont répondu à cet
appel à Paris et un sitting s'est
tenu sur le parvis de Notre Dame
de 14h 30 à 16h, rassemblant
plusieurs centaines de personnes,
Français et immigres. Des person-
nalités se sont jointes à l'action
et sont venues apporter leur sou-
tien, tel Jean Verdier, ancien pré-
sident de la faculté Paris 10
(Nanterre). Au cours du sitting,
des immigrés ont témoigné de la
politique d'expulsion menée par
le gouvernement français. Une

jeune Algérienne a raconté com-
ment en 1979, toute sa famille
s'est vue notifier une mesure
d'expulsion dans un délai d'une
semaine, alors qu'ils étaient en
France depuis des années. Grâce
à la solidarité de certains Fran-
çais, sa famille a pu rester, mais
elle subit encore des tracasseries
policières et administratives.

« On est nés en France, on y
est allé à l'école, on y a tout
appris, on demande à y rester»
a-t-elle conclu. Un représentant
des grévistes de la faim de Massy
prit également la parole pour
apporter leur solidarité et expli-
quer leur grève.